

DÉCLARATION PUBLIQUE – AMNISTIE INTERNATIONALE

2 décembre 2024 Index : MDE 15/8803/2024

ISRAËL ET TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ. RECHERCHES D'AMNISTIE INTERNATIONALE SUR LES ATTAQUES MENÉES PAR LE HAMAS LE 7 OCTOBRE 2023 ET SUR LE TRAITEMENT DES OTAGES

Cette série de questions-réponses fournit des informations actualisées concernant les recherches d'Amnistie internationale sur les attaques lancées le 7 octobre 2023 dans le sud d'Israël par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens et sur le traitement des otages à la suite de ces attaques. Elle n'évoque pas les nombreuses préoccupations de l'organisation quant aux actions menées par Israël au lendemain de ces attaques, y compris l'offensive en cours dans la bande de Gaza occupée. Celles-ci font l'objet d'autres publications qui figurent sur le site Internet d'Amnistie internationale¹.

COMMENT AMNISTIE INTERNATIONALE RESUME-T-ELLE LES ATTAQUES DU 7 OCTOBRE 2023 ?

Le 7 octobre 2023 au matin, peu après avoir procédé à un tir de barrage de roquettes sur Israël, des combattants du Hamas et des membres d'autres groupes armés palestiniens ont ouvert une brèche dans le mur/barrière clôturant la bande de Gaza occupée (Gaza) et ont pénétré dans le sud d'Israël à partir de différents endroits. Armés de mitrailleuses lourdes, de fusils, de grenades à main, de lance-roquettes et d'autres armes, ils ont attaqué des cibles civiles et militaires, se livrant à des massacres délibérés, des exécutions sommaires et d'autres atrocités, et causant des souffrances et des blessures physiques. Ils ont détruit des biens de caractère civil, incendiant des logements et les rendant inhabitables, et ont causé le déplacement interne de civil-e-s. Ils ont pris de nombreux otages.

Plus tard dans la journée, Mohammed Al Masri (plus connu sous le nom de Mohammed Deif), chef de la branche militaire du Hamas, les Brigades Izz al Din al Qassam, a annoncé que le groupe armé avait lancé l'opération *Déluge d'Al Aqsa* en vue de mettre fin à l'occupation militaire israélienne et aux « crimes » commis dans ce cadre². À la suite des attaques du 7 octobre 2023, ainsi que des tirs aveugles de roquettes et d'obus de mortier qui se sont poursuivis intensivement jusqu'en novembre 2023, les zones du territoire israélien proches du mur/barrière entre Israël et Gaza ont été évacuées ; des dizaines de milliers d'Israélien-ne-s ont été déplacés³. Seules certaines de ces personnes ont ensuite pu rentrer chez elles.

Les attaques du 7 octobre 2023 ont été vraisemblablement planifiées, organisées et conduites par la branche militaire du Hamas, mais d'autres groupes armés palestiniens y ont participé. Les vidéos et les photos des attaques, les descriptions des assaillants par des victimes et des témoins, ainsi que les déclarations de certains des groupes armés eux-mêmes, font état de la participation de membres des groupes armés suivants : les Brigades al Qods (branche militaire du Djihad islamique palestinien), les Brigades de la résistance nationale ou Forces d'Omar Al Qassem (branche militaire du Front démocratique pour la libération de la Palestine), les Brigades du martyr Abu Ali Mustafa (branche militaire du Front populaire pour la libération de la Palestine) et les Brigades des martyrs d'Al Aqsa (ancienne branche militaire du mouvement politique Fatah).

QUELLES SONT LES CONCLUSIONS D'AMNISTIE INTERNATIONALE À CE JOUR EN CE QUI CONCERNE LES HOMICIDES DU 7 OCTOBRE 2023 ?

¹ Amnistie internationale, Israël et territoire palestinien occupé, <https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/middle-east/israel-and-the-occupied-palestinian-territory>.

² *Al Jazeera*, آلاف صاروخ تجاه مستوطنات ومدن العدو محمد الضيف: أطلقنا خلال نصف ساعة 5 000 roquettes en direction des colonies et des villes de l'ennemi" », 7 octobre 2023, https://www.youtube.com/watch?v=cxL5_Nw110 (traduction de l'arabe par Amnistie internationale).

³ Voir, par exemple, *New Arab*, « Over 100,000 Israelis displaced by October 7 unable to return home », 7 avril 2024, <https://www.newarab.com/news/over-100000-israelis-displaced-oct-7-unable-go-home>.

Les attaques dirigées par le Hamas le 7 octobre 2023 ont été les plus meurtrières jamais perpétrées contre Israël en un seul jour depuis la création de cet État, en 1948. Environ 1 200 personnes, parmi lesquelles plus de 800 civil-e-s, dont au moins 36 enfants, ont été tuées dans ces attaques⁴. La plupart des civil-e-s tués étaient des Israélien-ne-s juifs, mais figuraient également parmi les victimes des citoyen-ne-s palestiniens d'Israël, ainsi que des Palestinien-ne-s de Gaza et des migrant-e-s d'Asie du Sud-Est et d'Afrique qui travaillaient en Israël. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 295 militaires israéliens ont été tués⁵. Au moins 3 300 autres personnes – civiles ou militaires – ont été blessées⁶.

À la suite d'un tir de barrage aveugle de roquettes et d'obus de mortier depuis Gaza vers le sud d'Israël, des combattants palestiniens ont attaqué un certain nombre de bases militaires israéliennes, où ils ont tué et capturé des soldats. Cependant, ils ont principalement attaqué des kibboutz, des mochavim et des villes des zones du sud d'Israël qui entourent Gaza, prenant délibérément pour cible des civil-e-s et leurs logements ainsi que d'autres lieux⁷. Ils ont aussi attaqué des festivaliers et festivalières, notamment des centaines de participant-e-s au festival Nova, un événement de musique trance, où au moins 364 personnes, principalement des jeunes, ont été tuées⁸.

Amnistie internationale a examiné plus de 350 vidéos et photos, beaucoup publiées sur Internet et d'autres obtenues auprès de victimes et de témoins. Dans certains cas, des combattants palestiniens avaient filmé la vidéo ; ils l'avaient publiée eux-mêmes sur les réseaux sociaux ou d'autres personnes l'ayant trouvée sur leur corps l'avaient fait. Dans d'autres cas, la vidéo a été enregistrée par des caméras de sécurité et téléversée. Dans d'autres cas encore, elle a été enregistrée et téléversée par les services de secours qui sont arrivés juste après les attaques. Sur les vidéos que l'organisation a pu vérifier, on voit des assaillants palestiniens attaquer et tuer des civil-e-s à leur domicile ou à proximité, et tenter d'obliger des habitant-e-s à sortir d'une pièce sécurisée ou d'un abri collectif où ils se cachaient, en tirant des coups de feu, en lançant des grenades ou en incendiant des maisons. Des civil-e-s terrifiés ont envoyé des messages à leur famille et leurs ami-e-s, alors qu'ils tentaient de se mettre à l'abri des attaques, pour raconter leur calvaire et appeler à l'aide.

Sabine Taasa, une femme de 48 ans, mère de quatre enfants âgés de neuf à 17 ans, a expliqué à Amnistie internationale que son fils de 17 ans, Or, avait été tué aux côtés d'autres jeunes avec qui il avait trouvé refuge dans des toilettes publiques à la plage de Zikim, à environ neuf kilomètres la maison familiale, située dans le mochav Netiv Ha'asara⁹. Elle a déclaré lui avoir parlé quelques instants avant sa mort, qu'il semblait terrifié et qu'il lui avait dit que ses ami-e-s et lui étaient encerclés et attaqués. Elle a ajouté que, pendant qu'elle lui parlait, elle avait entendu des tirs. Elle a ensuite vu une vidéo de lui et des autres jeunes morts dans les toilettes. Il avait reçu six balles dans la tête, aux dires de sa mère¹⁰.

Peu après qu'elle a parlé à Or, ses deux plus jeunes fils, Shai (neuf ans) et Koren (13 ans), ont été grièvement blessés lorsque des Palestiniens armés ont lancé un engin explosif sur un petit abri devant leur maison, où ils s'étaient cachés avec leur père, Gil, qui a été tué près d'eux. Gil, l'ex-mari de Sabine, était un pompier de 46 ans, ancien membre de l'unité locale de secours d'urgence. Shai a perdu l'œil droit dans l'attaque, ce qui a des conséquences irréversibles sur sa vie, et a été blessé à plusieurs endroits par des éclats d'obus ; les deux garçons ont été profondément traumatisés par leur calvaire. Au même moment, des

⁴ Human Rights Watch, "I Can't Erase All the Blood from My Mind": Palestinian Armed Groups' October 7 Assault on Israel, 17 juillet 2024, <https://www.hrw.org/report/2024/07/17/i-cant-erase-all-blood-my-mind/palestinian-armed-groups-october-7-assault-israel>.

⁵ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, *Human Rights Situation in the Occupied Palestinian Territory, Including East Jerusalem, and the Obligation to Ensure Accountability and Justice*, 13 février 2024, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2024-02/a-hrc-55-28-auf-for-publication.pdf>, p. 3.

⁶ Amnistie internationale, *La situation des droits humains dans le monde* (index : POL 10/7200/2024), avril 2024, p. 270.

⁷ Les kibboutz et les mochavim sont des communautés s'apparentant à des villages, dont les résident-e-s vivent et travaillent en communauté, à différents degrés.

⁸ *Times of Israel*, « Death count from Re'im music festival massacre reportedly updated to 364 – a third of Oct. 7 fatalities », 17 novembre 2024, https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/death-count-from-massacre-at-reim-music-festival-reportedly-updated-to-364-a-third-of-oct-7-deaths.

Le festival Nova (également appelé festival Supernova) a commencé le 6 octobre 2023 et s'est poursuivi jusqu'au petit matin. Voir, par exemple, BBC, « We danced with joy then hid among the dead – Nova survivors recall Hamas massacre », 25 septembre 2024, <https://www.bbc.co.uk/news/videos/c0qznj3l5ypo> ; CBS News, « Israeli who escaped Hamas attack on Nova Music Festival struggles a year later with physical and mental scars », 7 octobre 2024, <https://www.cbsnews.com/news/israel-hamas-october-7-attack-nova-music-festival-survivor-physical-mental-scars> ; The News Movement, « "I took half a pill before Hamas attacked": When a festival becomes a terror attack », 25 octobre 2024, <https://www.thenewsmovement.com/articles/i-took-half-a-pill-before-hamas-attacked-when-a-festival-becomes-a-terror-attack>.

⁹ Entretien par visioconférence avec Sabine Taasa, 28 octobre 2024. Amnistie internationale a vérifié une vidéo montrant Or, le fils de Sabine, et cinq autres jeunes cachés dans les toilettes publiques, encerclés par des assaillants, et une vidéo où on les voit morts.

¹⁰ *Jewish News*, « I lost EVERYTHING | Israeli mother tells her October 7th story | Sabine Taasa FULL INTERVIEW », 4 juin 2024, <https://youtu.be/8tgWEPK593Y>.

annoncé que ces personnes étaient détenues pour garantir la libération des Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes¹⁵. La prise d'otage est une violation flagrante du droit international et constitue un crime de guerre¹⁶.

Des combattants palestiniens ont capturé des militaires lors de leurs attaques contre des installations militaires. Cependant, les images numériques qu'Amnistie internationale a examinées et vérifiées, ainsi que les déclarations de témoins des attaques du 7 octobre 2023 avec lesquels elle s'est entretenue, laissent à penser que le Hamas et d'autres groupes armés ont visé des civils pour les prendre en otage dans des zones résidentielles ou des lieux fréquentés par les civils, comme les kibboutz ou le festival Nova. Dans certains cas, ils ont enlevé des familles entières, dont des enfants en bas âge, parfois juste après que leurs parents ont été tués, ainsi que des personnes âgées. La plupart des otages étaient des juifs et juives israéliens, dont certains avaient aussi une autre nationalité, mais des bédouins palestiniens citoyens d'Israël ainsi que des travailleuses et travailleurs migrants ont également été pris en otage. Les personnes souffrant de graves blessures ou de maladies chroniques n'ont pas été épargnées. C'est ainsi que Hersh Goldberg-Polin, un civil américano-israélien de 23 ans, a été pris en otage par des combattants palestiniens au festival Nova, alors qu'il avait eu le bras coupé sous le coude dans un attentat à l'explosif et saignait abondamment.

Les vidéos et les photos qu'Amnistie internationale a examinées et vérifiées montrent des militaires capturés et des otages civils roués de coups ou soumis à d'autres formes de violences lors de leur enlèvement ou par une foule en délire à Gaza.

Des groupes armés palestiniens ont aussi gardé des corps de personnes qu'ils avaient tués, comme celui de Shani Louk, une civile germano-israélienne de 22 ans dont la dépouille partiellement dévêtue a été exhibée devant la foule à Gaza par des hommes armés après qu'elle a été tuée en fuyant le festival Nova. La mère de Shani, Ricarda Louk, a indiqué à Amnistie internationale qu'elle avait appris que sa fille avait été emmenée à Gaza par une vidéo des faits qui circulait sur les réseaux sociaux¹⁷. Pendant plusieurs semaines, la famille s'est raccrochée à l'espoir que Shani était peut-être en vie dans un hôpital de Gaza, jusqu'à ce que l'analyse médico-légale d'un fragment de crâne retrouvé en Israël confirme qu'elle n'aurait pas pu survivre à une telle blessure à la tête¹⁸.

En octobre et novembre 2023, le Hamas a libéré 109 otages, la majorité en échange de 240 Palestiniens détenus par Israël, en vertu d'un accord avec cet État, négocié par le Qatar et d'autres intermédiaires. Plusieurs otages ont ensuite été libérés par les forces israéliennes lors d'opérations militaires qui ont fait des centaines de victimes palestiniennes, tandis que les corps d'autres otages ont été retrouvés par l'armée israélienne¹⁹. Cependant, près de 14 mois après leur enlèvement ou leur capture, une centaine d'otages sont toujours détenus à Gaza par des groupes armés palestiniens²⁰.

Tandis que la mort de certains otages a été confirmée, celles et ceux qui sont toujours en vie sont exposés au risque de mort, de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Des otages ont été détenus dans des conditions très difficiles et certains semblent avoir été soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements pendant leur captivité²¹. Depuis le début de leur détention, les otages se voient refuser par les groupes armés palestiniens d'entrer en contact avec des

¹⁵ Voir, par exemple, Al-Araby, *خالد مشعل - رئيس حركة حماس في الخارج | حديث خاص*, 16 octobre 2023, <https://www.youtube.com/watch?v=e5FJ9cKkiYI> (en arabe). Dans une interview, Khaled Meshaal a déclaré que « l'objectif de cette opération [*Déluge d'Al Aqsa*] était de capturer des militaires et des responsables israéliens pour que tous les Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes soient libérés ». D'autres dirigeants du Hamas ont expliqué par la suite que les civils étaient détenus pour la même raison.

¹⁶ Statut de Rome de la Cour pénale internationale, article 8, sous-alinéas (2)a)(viii) et (2)c)(iii) ; Comité international de la Croix-Rouge, *Droit international humanitaire coutumier*, règle 156.

¹⁷ Entretien par appel vocal avec Ricarda Louk, 16 octobre 2024.

¹⁸ Entretien par appel vocal avec Ricarda Louk, 16 octobre 2024 ; communication écrite avec un spécialiste médico-légal, 12 mai 2024 ; entretien par visioconférence avec un spécialiste médico-légal, juin 2024. Le corps de Shani Louk a été gardé à Gaza jusqu'au 17 mai 2024, date à laquelle il a été retrouvé par les forces israéliennes, ainsi que les dépouilles de deux autres otages. Voir, par exemple, *The Guardian*, « Israel recovers bodies of three hostages taken by Hamas, including Shani Louk », 17 mai 2024, <https://www.theguardian.com/world/article/2024/may/17/israel-recovers-bodies-of-three-hostages-taken-by-hamas-including-shani-louk>.

¹⁹ Voir, par exemple, Amnistie internationale, « Ouzbékistan. Le Hamas et les autres groupes armés doivent immédiatement libérer les civils retenus en otages à Gaza », 12 juillet 2024, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/07/israel-opt-hamas-and-other-armed-groups-must-immediately-release-civilians-held-hostage-in-gaza>.

²⁰ *Haaretz*, *שמות החטופים בעזה: מהקיבוצים, מהמסיבה ומבסיסי צה"ל*, mis à jour le 10 avril 2024, <https://www.haaretz.co.il/news/2023-12-31/ty-article-magazine/notfe/0000018b-4196-d242-abef-53b654760000> (en hébreu, consulté le 27 novembre 2024).

²¹ Amnistie internationale a déjà soulevé ces préoccupations dans Amnistie internationale, « Israël et territoires palestiniens occupés. Le Hamas et les autres groupes armés doivent immédiatement libérer les civils retenus en otages à Gaza », 12 juillet 2024, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/07/israel-opt-hamas-and-other-armed-groups-must-immediately-release-civilians-held-hostage-in-gaza>.

observateurs et observatrices indépendants, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, qui pourraient évaluer leur état de santé et leurs conditions de détention. La prise d'otage est non seulement un crime à l'encontre des victimes directes, mais l'incertitude et l'angoisse causées à leurs proches peuvent aussi constituer des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements. Les membres de la famille de personnes otages avec lesquels Amnistie internationale s'est entretenue ont indiqué ne pas avoir reçu de signe de vie depuis des mois, voire davantage, et ont décrit la douleur et l'angoisse liées au fait de ne pas savoir où se trouvent leurs proches et comment ils vont, ni si et quand ils rentreront.

QUELLES SONT LES CONCLUSIONS D'AMNISTIE INTERNATIONALE À CE JOUR EN CE QUI CONCERNE LES INFORMATIONS FAISANT ÉTAT D'HOMICIDES D'OTAGES PAR DES GROUPES ARMÉS PALESTINIENS ?

Outre les homicides de civil-e-s commis le 7 octobre 2023, des groupes armés palestiniens ont régulièrement menacé de tuer certains des otages israéliens qu'ils détenaient depuis cette date. Le 9 octobre 2023, par exemple, Abu Obaida, porte-parole de la branche militaire du Hamas, les Brigades Izz al Din al Qassam, a menacé de tuer un otage israélien à chaque fois que les forces israéliennes bombarderaient un foyer palestinien à Gaza sans avertissement²².

Le 1^{er} septembre 2024, l'armée israélienne a annoncé que, la veille, elle avait retrouvé les corps de six otages israéliens qui étaient détenus depuis le 7 octobre 2023²³. Un examen médico-légal israélien a conclu qu'ils avaient été abattus peu avant que leurs corps ne soient retrouvés²⁴. Trois déclarations publiées par Abu Obaida, porte-parole des Brigades Izz al Din al Qassam, sur les réseaux sociaux le 2 septembre 2024, semble-t-il en réponse à l'annonce de l'armée israélienne, laissaient à penser que ces six personnes avaient été tuées pour ne pas qu'elles soient secourues. Dans la première déclaration, cet homme tenait le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et l'armée israélienne pour responsables de la mort des otages car, selon lui, « ils ont fait obstruction à tout accord d'échange de prisonniers et prisonnières »²⁵. Dans la deuxième, il a affirmé que, à la suite de ce qu'il a appelé « l'incident de Nuseirat », de « nouvelles instructions » avaient été données aux personnes gardant les otages quant au traitement à leur réserver dans l'éventualité où l'armée israélienne « approcherait de leur lieu de détention »²⁶. L'« incident de Nuseirat » a été le sauvetage par les forces spéciales israéliennes, le 8 juin 2024, de quatre otages israéliens dans deux appartements du camp pour personnes réfugiées de Nuseirat, à Gaza, opération dans laquelle de nombreux civil-e-s palestiniens ont été tués²⁷. Il n'a pas précisé quelles étaient ces « nouvelles instructions ». Cependant, dans sa troisième publication, il a indiqué : « Au vu de l'insistance de Netanyahu à ne libérer les prisonniers et prisonnières que sous la pression militaire au lieu de conclure un accord, leur famille les récupérera dans un cercueil. Les familles doivent choisir : morts ou vifs²⁸. »

²² Al Jazeera, « Hamas says will kill hostages if Israeli attacks on Gaza civilians continue », 10 octobre 2023,

<https://www.aljazeera.com/news/2023/10/10/hamas-says-will-kill-hostages-if-israeli-attacks-on-gaza-civilians-continue>.

²³ Forces de défense israéliennes, publication sur Facebook : « The bodies of Carmel Gat, Eden Yerushalmi, Hersh Goldberg-Polin, Alexander Lobanov, Almog Sarusi, and Master Sergeant Ori Danino were found and recovered yesterday », 1^{er} septembre 2024, <https://www.facebook.com/idfonline/posts/905687784926571>.

²⁴ Times of Israel, « Autopsy finds 6 hostages were shot multiple times at close range in last 48-72 hours », 1^{er} septembre 2024, <https://www.timesofisrael.com/autopsy-finds-6-hostages-shot-multiple-times-at-close-range-in-last-48-72-hours>.

²⁵ Abu Obaida, publication sur Telegram : نتياهو وجيش الاحتلال وحدهم من يتحملون المسؤولية الكاملة عن مقتل الأسرى بعد تعمدتهم تعطيل أي صفقة لتبادل الأسرى [« Netanyahu et l'armée d'occupation portent à eux seuls l'entière responsabilité de la mort des prisonniers car ils ont délibérément fait obstruction à tout accord d'échange de prisonniers et prisonnières pour des intérêts limités, outre les homicides délibérés de dizaines d'entre eux par des bombardements aériens directs »], 2 septembre 2024, https://t.me/spokesman_2020/126 (traduction de l'arabe par Amnistie internationale).

²⁶ Abu Obaida, publication sur Telegram : نقول للجميع وبشكل واضح أنه وبعد حادثة النصيرات، صدرت تعليمات جديدة للمجاهدين المكلفين بحراسة الأسرى [« Nous disons clairement à tout le monde que, après l'incident de Nuseirat, de nouvelles instructions ont été données aux combattants chargés de garder les prisonniers et prisonnières quant au sort à leur réserver dans l'éventualité où l'armée d'occupation approcherait de leur lieu de détention »], 2 septembre 2024, https://t.me/spokesman_2020/127 (traduction de l'arabe par Amnistie internationale).

²⁷ Voir BBC, « Four hostages rescued in Gaza as hospitals say scores killed in Israeli strikes », 8 juin 2024, <https://www.bbc.co.uk/news/articles/cd11z2j34k4o>.

Les quatre otages – Noa Argamani, Almog Meir Jan, Andrei Kozlov et Shlomi Ziv – ont été enlevés après avoir assisté au festival Nova.

²⁸ Abu Obaida, publication sur Telegram : إصرار نتياهو على تحرير الأسرى من خلال الضغط العسكري بدلاً من إبرام صفقة سيعني عودتهم إلى أهلهم داخل توابيت [« Au vu de l'insistance de Netanyahu à ne libérer les prisonniers et prisonnières que sous la pression militaire au lieu de conclure un accord, leur famille les récupérera dans un cercueil. Les familles doivent choisir : morts ou vifs »], 2 septembre 2024, https://t.me/spokesman_2020/128 (traduction de l'arabe par Amnistie internationale).

Cinq des six otages avaient été enlevés après avoir assisté au festival de musique Nova. Parmi eux figurait Hersh Goldberg-Polin, dont le bras a été sectionné sous le coude lors d'un attentat à l'explosif. La sixième otage, Carmel Gat, a été enlevée au kibboutz Be'eri dans la maison de sa mère, à qui elle rendait visite et qui a été tuée à ce moment-là.

AMNISTIE INTERNATIONALE A-T-ELLE ENQUÊTÉ SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET LES AUTRES FORMES DE VIOLENCES PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES ?

Lorsque les détails de l'attaque ont été connus, Amnistie internationale craignait que des violences sexuelles ne soient signalées et a décidé de consacrer des ressources et des compétences à cette question. Elle collecte et analyse des informations sur les violences sexuelles, y compris les viols, et les autres violences physiques et psychologiques commises par les assaillants palestiniens dans le sud d'Israël pendant les attaques du 7 octobre 2023 et à l'encontre des otages détenus à Gaza depuis lors.

L'organisation s'est entretenue avec une personne qui a déclaré avoir été victime d'un viol au festival Nova, imputable à des membres d'un groupe armé palestinien²⁹. Elle a parlé à plusieurs professionnel-le-s de la santé mentale et juristes qui ont indiqué avoir administré des soins ou fourni des services juridiques à un certain nombre de victimes et de témoins de viol ou d'autres violences sexuelles perpétrés lors des attaques, ainsi qu'à un psychiatre qui a relaté que des otages de retour avaient fait état de violences sexuelles commises à leur rencontre par les hommes qui les gardaient³⁰. L'organisation a reçu des témoignages décrivant des corps de personnes tuées pendant les attaques qui soulèvent la question des viols et aux autres formes de violences sexuelles et examine actuellement plusieurs images de corps de victimes qui semblent également confirmer ces craintes.

En outre, Amnistie internationale a recueilli des informations, à partir des images qu'elle a vérifiées et des témoignages de victimes qu'elle a recueillis, sur un certain nombre d'autres cas dans lesquels des membres de groupes armés palestiniens avaient fait subir des violences à leurs victimes. Il s'agit notamment de cas dans lesquels des combattants palestiniens ont infligé des mauvais traitements à des personnes qu'ils avaient enlevées ou capturées pendant les attaques du 7 octobre 2023, en les rouant de coups de poing et de pied ou en les battant avec des crosses de fusil.

Amnistie internationale recueille également des informations sur les actes de certains combattants palestiniens qui ont filmé les souffrances de leurs victimes et diffusé ces images. Ils ont notamment diffusé en direct la douleur et la terreur vécues par des personnes et leur famille lors des attaques du 7 octobre 2023 et forcé des otages à plaider pour leur libération en vidéo.

Enfin, l'organisation enquête sur plusieurs cas dans lesquels des corps de personnes tuées dans les attaques semblent avoir subi des violences, notamment la décapitation intentionnelle ou l'amputation délibérée d'un membre.

QUAND AMNISTIE INTERNATIONALE A-T-ELLE COMMENCÉ À ENQUÊTER SUR LES ATTAQUES DU 7 OCTOBRE 2023 ?

Amnistie internationale a commencé à enquêter sur les crimes de droit international commis par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens dans les jours qui ont suivi le 7 octobre 2023. L'organisation a publié plusieurs documents condamnant les homicides de civil-e-s et les prises d'otage pendant cette période³¹. Cependant, à partir de janvier 2024, elle a consacré plus de ressources aux enquêtes sur les crimes commis le 7 octobre 2023 et sur les violations du droit international humanitaire perpétrées depuis cette date par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens.

Une délégation de l'organisation s'est rendue dans certaines des zones touchées dans le sud d'Israël. Elle s'est entretenue avec des victimes, des témoins et des familles de victimes, à la fois en personne et à distance, ainsi qu'avec des professionnel-le-s des premiers secours, des professionnel-le-s de la santé et d'autres personnes. Elle a recueilli et examiné une quantité importante de vidéos et de photos publiées sur les réseaux sociaux qu'elle s'est employée à authentifier par un processus de vérification numérique qui permet de déterminer la date de l'enregistrement (chronolocalisation), le lieu des

²⁹ Entretien en personne, 5 août 2024.

³⁰ Entretiens en personne, par appel vocal et par visioconférence, avec un travailleur social, des thérapeutes et un avocat, mars-août 2024.

³¹ Voir, par exemple, Amnistie internationale, « Israël. Les groupes armés palestiniens doivent répondre des homicides délibérés, enlèvements et attaques menées sans discernement contre la population civile », 12 octobre 2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/10/israel-palestinian-armed-groups-must-be-held-accountable-for-deliberate-civilian-killings-abductions-and-indiscriminate-attacks> ; Amnistie internationale, « Israël et territoires palestiniens occupés. Le Hamas et les autres groupes armés doivent libérer les otages civils et traiter avec humanité toutes les personnes retenues en captivité », 7 novembre 2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/11/israel-opt-hamas-and-other-armed-groups-must-release-civilian-hostages-and-treat-all-captives-humanely>.

faits (géolocalisation) et d'autres informations cruciales. Elle a examiné et analysé des images satellitaires. Elle a également consulté des médecins-légistes quant aux conclusions qui pouvaient être tirées de certaines images de dépouilles.

À QUELS ÉCUEILS L'ENQUÊTE S'EST-ELLE HEURTÉE ? POURQUOI CE PREND-IL AUTANT DE TEMPS ?

Amnistie internationale s'efforce de surmonter un certain nombre d'obstacles et de difficultés dans le recueil d'informations sur les crimes de droit international commis par des groupes armés palestiniens le 7 octobre 2023 et à l'encontre d'otages depuis lors. Pour cela, il faut du temps.

L'un des principaux problèmes a été de trouver des personnes qui souhaitent parler à l'équipe de recherche. En général, pour pouvoir tirer des conclusions sur les crimes de droit international, Amnistie internationale mène des entretiens approfondis avec de nombreux témoins, victimes et autres personnes détenant des informations de première main. Ces récits constituent souvent l'épine dorsale de ses recherches. Dans le cadre de la présente enquête, Amnistie internationale a pu parler à des victimes et des témoins des attaques et des otages de retour ou à leur famille ; elle remercie vivement les personnes qui ont choisi de se confier à elle. Cependant, beaucoup d'autres victimes ou témoins qu'elle a contactés refusent de lui parler ou se montrent réticents par peur de raviver le traumatisme ou parce qu'ils ne font pas confiance aux organisations internationales de défense des droits humains. Des personnes dont un proche était retenu en otage à Gaza ont indiqué à Amnistie internationale qu'elles craignaient des représailles contre leur proche si elles parlaient à l'organisation.

Certains aspects de ces recherches sont particulièrement compliqués. Enquêter sur les violences sexuelles de façon éthique et sensible est souvent difficile. Certaines personnes ne se sentent en mesure de parler ouvertement que de nombreux mois après leur agression, voire jamais. Nous nous heurtons aussi à d'autres obstacles dans ce contexte. Nombre de victimes des attaques du 7 octobre 2023 ont été tuées et ne peuvent donc pas témoigner des violences qu'elles ont subies. Des personnes ayant raconté aux médias, à des avocat-e-s ou à des psychologues avoir subi ou vu des violences sexuelles sont peu disposées à parler à Amnistie internationale. Malgré des efforts considérables, l'organisation n'a pu jusqu'à présent parler qu'à une personne qui a relaté les violences sexuelles dont elle a été victime et à aucun témoin direct.

Amnistie internationale n'a pas obtenu ni entendu parler de vidéos ou de photos montrant des violences sexuelles. En outre, certains éléments qui auraient pu permettre de déterminer si les personnes tuées ont été victimes de violences sexuelles ne sont pas disponibles. Les corps des victimes n'ont pas été systématiquement photographiés avant d'être déplacés et peu d'exams médico-légaux ont été réalisés, souvent parce que les premiers secours et les professionnel-le-s de la santé – submergés par le nombre sans précédent de cas et travaillant dans des conditions dangereuses, difficiles et profondément douloureuses après les attaques – ont accordé la priorité à l'identification des morts.

Plus généralement, les autorités israéliennes ont aussi refusé de coopérer avec la plupart des organisations internationales non gouvernementales de défense des droits humains et les organes des Nations unies chargés de la protection des droits humains enquêtant sur les attaques du 7 octobre 2023. Amnistie internationale a adressé plusieurs demandes aux autorités israéliennes en 2024 afin d'accéder à des éléments ou des informations liées aux attaques du 7 octobre 2023 ou au traitement des otages, mais n'a pas reçu de réponse positive à ce jour. Elle a, par exemple, sollicité en vain l'accès à des éléments numériques que les autorités avaient passés en revue pour choisir un groupe de journalistes et d'autres personnes, et a demandé à parler aux principaux témoins et spécialistes qui ont besoin de l'approbation des autorités pour s'entretenir avec l'équipe de recherche.

SUR QUEL CADRE JURIDIQUE AMNISTIE INTERNATIONALE S'APPUIE-T-ELLE DANS SON ENQUÊTE ?

Amnistie internationale analyse actuellement les actes de groupes armés palestiniens au regard du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international pénal. Les informations que l'organisation a pu recueillir et examiner jusqu'à présent lui ont permis de conclure que des crimes de guerre avaient été commis par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens, à la fois dans le sud d'Israël pendant les attaques du 7 octobre 2023 et à l'encontre d'otages détenus à Gaza depuis cette date. Elle poursuit son analyse en vue d'étendre la portée de ses conclusions juridiques. Ces conclusions prennent du temps et s'appuient sur des méthodes de recherche rigoureuses, des preuves solides et un cadre juridique bien ancré dans la jurisprudence internationale.

À cet égard, Amnistie internationale a salué le mandat d'arrêt décerné le 21 novembre 2024 par la Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre de Mohammed Deif, chef des Brigades Izz al Din al Qassam, la branche militaire

du Hamas (en l'absence de confirmation de sa mort)³². La Chambre a estimé qu'il existait « des motifs raisonnables de croire que M. Deif [...] est responsable des crimes contre l'humanité de meurtre, d'extermination, de torture, de viol et d'autres formes de violences sexuelles, ainsi que des crimes de guerre de meurtre, de traitements cruels, de torture, de prise d'otages, d'atteintes à la dignité de la personne, de viol et d'autres formes de violences sexuelles » « depuis le 7 octobre 2023 au moins »³³.

Le 20 mai 2024, le procureur de la CPI avait requis auprès de la Chambre préliminaire la délivrance de mandats d'arrêt à l'encontre de Mohammed Deif ainsi que d'Ismail Haniyeh et de Yahya Sinwar, deux autres dirigeants du Hamas, mais il a été confirmé par la suite que les deux derniers avaient été tués dans des attaques israéliennes en août et octobre 2024, respectivement³⁴. Israël a annoncé avoir tué Mohammed Deif dans une attaque à Khan Younis, dans le sud de Gaza, le 13 juillet 2024, une attaque qui a également fait de nombreux morts parmi les civil·e·s palestiniens, mais le Hamas n'a cessé de le nier, affirmant que cet homme était toujours en vie³⁵.

QU'AMNISTIE INTERNATIONALE PRÉVOIT-ELLE DE FAIRE ENSUITE ?

Amnistie internationale publiera, dans les prochains mois, un rapport contenant les résultats de ses recherches et une analyse juridique. Entre-temps, à l'issue de son enquête, elle continuera à solliciter les autorités israéliennes pour demander l'accès à des informations et éléments complémentaires. Elle continuera également à tenter de retrouver des victimes et des témoins qui souhaitent lui parler, tout en restant déterminée à respecter l'autonomie et les décisions des victimes et de leur famille, qui attendent le retour de leurs proches, ou tentent de guérir et de se relever.

Amnistie internationale salue les efforts des personnes qui ont choisi de parler à l'équipe de recherche ou ont contribué à l'enquête jusqu'à présent. Elle est déterminée à œuvrer pour que toutes les victimes des attaques menées par des combattants palestiniens le 7 octobre 2023, y compris les otages de retour, soient entendues et que les groupes armés palestiniens soient amenés à rendre des comptes pour leurs crimes de droit international. Elle continue d'appeler les groupes armés palestiniens à libérer immédiatement tous les otages civils et à faire en sorte que les militaires captifs soient traités avec humanité, y compris en cessant de menacer de les tuer, de les blesser ou de continuer à les détenir afin de contraindre Israël à agir d'une certaine manière et en permettant au Comité international de la Croix-Rouge de leur venir en aide. Elle réclame justice pour les victimes des attaques du 7 octobre 2023 et leur famille, et demande que l'obligation de rendre des comptes soit respectée.

³² Amnistie internationale, « Israël et territoire palestinien occupé. Benjamin Netanyahu, Yoav Gallant et Mohammed Al Masri doivent comparaître devant la CPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité », 21 novembre 2024, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/11/israel-opt-netanyahu-gallant-and-al-masri-must-face-justice-at-the-icc-for-charges-of-war-crimes-and-crimes-against-humanity>.

³³ CPI, « Situation dans l'État de Palestine : La Chambre préliminaire I de la CPI délivre un mandat d'arrêt à l'encontre de Mohammed Diab Ibrahim Al-Masri (Deif) », 21 novembre 2024, <https://www.icc-cpi.int/fr/news/situation-dans-letat-de-palestine-la-chambre-preliminaire-i-de-la-cpi-delivre-un-mandat-darret>.

³⁴ Ismail Haniyeh a été tué en Iran le 31 juillet 2024. De nombreux médias ont imputé cet homicide à l'État d'Israël. Voir, par exemple, *The New York Times*, « Bomb smuggled into Tehran guesthouse months ago killed Hamas leader », 1^{er} août 2024, <https://www.nytimes.com/2024/08/01/world/middleeast/how-hamas-leader-haniyeh-killed-iran-bomb.html>.

Yahya Sinwar a été tué à Gaza le 16 octobre 2024. Voir, par exemple, CNN, « Hamas leader Yahya Sinwar killed in Gaza, Israeli military says », 17 octobre 2024, <https://edition.cnn.com/2024/10/17/middleeast/israel-hamas-leader-yahya-sinwar-gaza-intl/index.html>.

³⁵ Voir, par exemple, BBC, « Hamas military chief was killed in July strike, Israel says », 1^{er} août 2024, <https://www.bbc.com/news/articles/cpv3gpy74ydo>.